

[Text]

mission schools, and when they come here, naturally they want to visit old friends. There are occasions where churches are visited by foreign ministers of certain countries, or finance ministers of certain countries; they call on us to visit old friends and talk, of course, about some of the problems they face in their countries. What is the implication of this Bill, when it is enacted, in our relationship with all these states? This concerns us as well.

• 1545

Section 49 talks about some of the activities the churches have overseas in terms of missionary work, as well as our assistance in development projects and humanitarian assistance to refugee camps. As you may know, some of the refugee camps are a rather difficult area in terms of the security of certain states... you can talk about Central America, southern Africa, even the Middle East. You never know what they do in those camps, but we go in there because of purely humanitarian concerns. Do the provisions in this Bill C-9 have implications as to our relationship with this humanitarian assistance? These are the questions I would like to raise.

I think enough has been said, so I would like to give the floor to Dr. Foster and ask him to go into the details of our brief. Thank you very much.

Reverend John Foster (Division of Mission in Canada, United Church of Canada, Canadian Council of Churches): Mr. Chairman, just to highlight some early sections of the brief, beginning on page 2: There may be those who wonder on what basis churches speak to issues of national security and the formation of an intelligence service in Canada. We have tried to summarize, as simply and as directly as possible, the present basis of, if you like, political ethics characterized by the world Christian community, particularly in its Protestant instance, and that with three guideline values characterized by the World Council of Churches—justice, participation and sustainability.

If you will note there, we speak about the bias of justice toward the captives, the poor, the marginalized and of being critical, from the point of view of justice, . . . to the powerful and particularly, in this case, to those who have access and control of information.

We speak about participation as a guarantee of justice and of access to power and decision-making and our desire to protect that, and of sustainability, which is a matter of justice and participation through time, and the necessity of peace. These values inform what we seek in terms of true security. At the top of page 2, in the remarks of Dr. Philip Potter, the General Secretary, we have quoted a very simple paragraph regarding the fundamentals for true security and the importance of trust in a society, and we see the values of justice, participation and sustainability as being essential to that.

[Translation]

de l'opposition, ont été formés dans nos écoles de missions. Ces anciens élèves, lorsqu'ils se rendent au Canada, veulent visiter d'anciens amis. Les églises ont parfois la visite de ministres des Affaires étrangères ou des Finances de certains pays; ils viennent nous voir parce qu'ils veulent rendre visite à de vieux amis et, bien sûr, discuter de certains problèmes auxquels ils se heurtent dans leur pays. Si ce projet de loi est adopté, quelles conséquences aura-t-il sur les rapports que nous entretenons avec tous ces pays? Cette question nous préoccupe.

L'article 49 fait état d'un certain nombre d'activités des églises à l'étranger, et je songe ici à notre travail de missionnaire, ainsi qu'à l'aide que nous donnons aux responsables de certains projets de développement et à l'aide humanitaire que nous offrons à certains camps de réfugiés. Comme vous le savez peut-être, certains camps de réfugiés sont assez mal situés géographiquement à cause de la sécurité de certains états. Je songe ici à l'Amérique centrale, à l'Afrique du sud et même au Moyen-Orient. Vous ne savez jamais ce qui se passe dans ces camps, mais nous, nous y rendons pour des raisons purement humanitaires. Les dispositions du Bill C-9 auront-elles une incidence sur l'aide humanitaire que nous pourrions fournir dans certains pays? Voilà les questions que je tenais à soulever.

Je pense en avoir assez dit, et j'aimerais céder la parole à M. Foster qui pourra entrer dans le détail de notre mémoire. Merci beaucoup.

Le révérend John Foster (Division de la mission au Canada, Église unie du Canada, Conseil canadien des Églises): Monsieur le président, j'aimerais insister sur certains des paragraphes au début du mémoire; je commencerai à la page 2. Certains se demandent peut-être pourquoi les églises se prononcent sur des questions de sécurité nationale et sur la création d'un Service de renseignement de sécurité au Canada. Nous avons essayé de résumer, aussi simplement et aussi directement que possible, les principes fondamentaux de l'éthique politique de la communauté chrétienne mondiale, et en particulier de sa composante protestante. Nous vous donnons également trois des valeurs qui guident le Conseil mondial des Églises, notamment la justice, la participation et l'indéfectibilité.

Vous constaterez par ailleurs que nous parlons du parti pris de la justice contre les captifs, les pauvres, les marginaux . . . et nous critiquons l'attitude de la justice envers ceux qui détiennent le pouvoir et, en particulier, dans ce cas-ci, ceux qui ont accès à l'information et qui la contrôlent.

Nous disons que la participation est une garantie de la justice, et nous parlons de l'accès au pouvoir et au processus de prise de décision et de notre désir de sauvegarder cela, nous parlons également de l'indéfectibilité, qui est une question de justice et de participation soutenue, et de la nécessité de faire régner la paix. Ces valeurs expliquent ce qui constituerait pour nous une véritable sécurité. En haut de la page 2 nous citons certaines remarques faites par Philip Potter, secrétaire général, au sujet des conditions essentielles à une sécurité véritable et de l'importance de la confiance dans toute société, et nous